



LA DIGNITÉ
de chaque
personne ne
se discute pas...
ELLE SE
RESPECTE.

à **DIJON**
le **2^{ÈME} MARDI**
DE CHAQUE MOIS
PLACE F. RUDE
→ de **18h à 19h.**

CE CERCLE DE SILENCE, ORGANISÉ
DANS PLUS DE 180 VILLES EN FRANCE,
EXPRIME :

- Le refus des traitements inhumains et dégradants que subissent des hommes, des femmes et des enfants sur le territoire français du simple fait qu'ils n'arrivent pas à faire reconnaître leurs droits.
- Le soutien aux exilés et à ceux qui les accompagnent dans leurs démarches.
- Le devoir d'informer l'opinion publique et de donner des outils de réflexion pour que chacun puisse se faire une opinion.

NOUS CONDAMNONS FERMEMENT :

- les contrôles d'identité au faciès
- les expulsions détruisant les liens familiaux
- la rétention dans des lieux d'enfermement
- le non respect des engagements de la France signataire des Conventions internationales (Droits de l'Enfant - Convention de Genève)

VOUS POUVEZ NOUS REJOINDRE
MÊME POUR QUELQUES MINUTES.

À L'initiative de :

ACO ; ACAT ; Amnesty International Dijon, ATTAC ; CCFD-Terre Solidaire ; La Cimade - Dijon ; Club Unesco ; Eglise Protestante Unie de Dijon -Beaune et Côte d'Or ; LVN Observer, Partager, Agir ; LDH ; Mouvement de la Paix ; MAN Côte d'Or ; MRAP 21 Dijon, Pastorale des Migrants ; RESF21 ; Secours Catholique Bourgogne, SOS Refoulement; UJFP Personnes à titre individuel.

Lettre ouverte du Docteur Thomas Millot, médecin pendant 5 ans à l'unité médicale du CRA de Lyon Saint-Exupéry

...Après 5 années d'exercice de la médecine en centre de rétention administrative, je quitte mon poste en raison de l'impossibilité d'y exercer mon métier.

En arrivant en octobre 2017 au CRA, je n'ignorais pas que cet exercice ne prend que le sens que nous soignants souhaitons lui donner, les législateurs, qui écrivent patiemment à intervalle très régulier des lois migratoires, n'y incluant jamais de volet sanitaire.

Dans le même esprit, les unités médicales des centres de rétention échappent à tout contrôle des agences régionales de santé ainsi que du ministère de la santé, ... Ainsi, l'interlocuteur privilégié de toute question médicale se trouve être la préfecture : c'est auprès de la préfecture que l'on plaide pour l'amélioration de la qualité ou de l'offre de soins.

Cette situation volontairement ubuesque qui consiste à confier la gestion de l'offre de soins à des policiers rend bien évidemment compte de l'absence de volonté des gouvernements successifs de s'intéresser aux questions sanitaires des étrangers en cours d'expulsion. Aussi dénuée de toute humanité... cette stratégie reste parfaitement cohérente au regard du traitement fait aux réfugiés arrivant en Europe depuis plusieurs années...

En janvier 2022, (NDLR emménagement dans une nouvelle unité Lyon-Saint-Exupéry)... dans cet environnement, les zones d'hébergement sont régies par le principe de la libre circulation par obligation légale et il n'y a aucun surveillant, car la police aux frontières n'a pas vocation à surveiller, elle a vocation à éloigner les personnes faisant l'objet d'une OQTF. C'est ainsi que pour survivre dans les zones d'hébergement, pour conserver ses affaires ou son intégrité physique, pour ne pas se faire racketter ou tout simplement pour essayer d'attendre sereinement son expulsion du territoire, la seule loi qui prévaut est celle de la violence. Violence qui s'exerce de jour comme de nuit puisque les portes des chambres sont toujours ouvertes. Aucun membre de l'institution, aucun fonctionnaire n'est affecté à la mise en œuvre de relations normalisées, personne n'aplanit les tensions, personne ne se soucie... pas forcément de manière consciente d'ailleurs, les bonnes volontés existant aussi largement dans la police, tout comme le sous-effectif criant qui oblige à travailler en permanence de manière dégradée...

En l'absence de volonté politique de pacification dans les centres de rétention, la violence est partout et s'exerce sur tous... C'est une grande vague d'agressivité qui s'installe et qui s'immisce dans tous les recoins du centre : la violence institutionnelle générée dans des bureaux, loin, très loin des réalités rétentionnaires, ruisselle proprement et méthodiquement sur tous les travailleurs de terrain que nous sommes. Ainsi, moi qui suis médecin de l'hôpital public, ... je me vois depuis plusieurs mois être parasité, infesté par cette agressivité. Je deviens agressif avec mes propres patients, je ne parviens plus à prendre le recul nécessaire à ma pratique professionnelle. J'ai le sentiment d'avoir été moi-même broyé par la politique rétentionnaire déshumanisée de mon propre pays, une sorte de dommage collatéral en quelque sorte...

Le CRA de Lyon est une fabrique de violence particulièrement efficace et inhumaine. Et ceux qui y travaillent, policiers et partenaires, comme ceux qui y sont enfermés, subissent de jour comme de nuit cette violence institutionnelle.

Source : <https://www.lacimade.org/>